

LA TUNISIE ET
LE SAHEL
AFRICAIN :
COMPRENDRE
PAR LA
GÉOPOLITIQUE
POUR MIEUX
COOPERER

Mehdi
Taje

Sahara

Sahel

TABLE DES MATIERES

LA TUNISIE ET LE SAHEL AFRICAIN : COMPRENDRE PAR LA GEOPOLITIQUE POUR MIEUX COOPERER 3

1. MAGHREB-SAHEL : UN AVENIR COMMUN A CONSTRUIRE 3
2. LE SAHEL AFRICAIN SOUS LE FEU DES PROJECTEURS 6
3. LES RACINES DU MAL..... 10
4. LE JEU DES PUISSANCES..... 17
5. MANOEUVRE RUSSO-CHINOISE ?..... 19
6. UN NOUVEL ORDRE SAHELIEEN EN GESTATION : QUELS FONDEMENTS ? 24
7. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR LA TUNISIE..... 29

La Tunisie et le Sahel africain : comprendre par la géopolitique pour mieux coopérer

Fin septembre 2018, la Tunisie abritait une réunion réunissant l'Etat-Major du commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) et les responsables du renseignement militaire de 13 pays d'Afrique du Nord, du Sahel et d'Afrique de l'Ouest. Cet événement, inaugural pour la Tunisie, marque un net rapprochement entre Tunis et Washington quant aux problématiques sécuritaires et de renseignement relevant du Maghreb et de sa profondeur sahélienne, deux espaces en profonde restructuration sur les plans géopolitiques et sécuritaires. Parallèlement, un récent rapport publié par la plateforme des vétérans américains, Task and Purpose, citant des officiels du Pentagone mentionne l'intervention militaire directe aux côtés de l'armée tunisienne de « bérets verts » dans le cadre de combats contre des groupes terroristes retranchés dans le mont Sammama¹. Cette information est reprise par la lettre hebdomadaire d'informations stratégiques TTU en ces termes : « Sept mois après l'embuscade de TongoTongo au Niger, une unité de Raiders des Marines, en équipe intégrée avec les Tunisiens, a donné l'assaut contre la branche locale d'AQMI, en attaquant le bataillon Uqba Ibn Nefaa dans les monts Semmama, près de la frontière algérienne. Une opération soutenue par la composante aérienne des Marines (ISR, Suppression) »². En se référant à ces sources, Tunis s'érigerait ainsi en nouveau poste avancé des Etats-Unis en Afrique du Nord et au Sahel. Il s'agirait d'une rupture par rapport à l'histoire tunisienne et aux fondamentaux de la diplomatie mis en place depuis l'ère bourguibienne tout en révélant un tropisme américain marquant la quête d'une réassurance sécuritaire dans un environnement complexe et volatile. Dans le cadre du reclassement en cours des puissances à l'échelle planétaire, de la nervosité algérienne croissante à l'approche des échéances électorales de 2019, des rivalités exacerbées, y compris entre Occidentaux (France, Etats-Unis, Italie, Allemagne, etc.), du retour en force de la Russie et de la Chine en Méditerranée et au Maghreb, de stratégies complexes et rivales des pays du Golfe, de la Turquie, etc. il convient pour les autorités tunisiennes de bien saisir les ressorts de la géopolitique de l'espace sahélien, des facteurs alimentant une conflictualité chronique et le jeu des puissances en cours afin de se positionner au mieux de ses intérêts stratégiques. Derrière la menace terroriste, des stratégies de l'ombre complexes sont à l'œuvre. Tel un médecin, il convient de poser le bon diagnostic afin de prescrire le remède adapté loin de toute considération idéologique. Il s'agit de décrypter la personnalité et le génome stratégiques de cet espace dérégulé et fragmenté, sources de multiples menaces mais également riche d'opportunités qu'il convient d'être en mesure de saisir avant un concurrent. A cet effet, il est indispensable de comprendre et d'analyser pour mieux décider et agir. Telle est la modeste ambition de ce Policy Paper s'adressant aussi bien aux autorités politiques et sécuritaires qu'aux chefs d'entreprises tunisiens désireux d'investir dans la région.

1. Maghreb-Sahel : un avenir commun à construire

L'espace sahélien, tourmenté, sous-administré et sous-défendu, est travaillé depuis longtemps par des lignes de fractures et des facteurs de tension justifiant, à la faveur de l'incubateur libyen, la dégradation continue de la crise malienne, risquant, par effet de contagion, de déstabiliser toute la zone. Les tensions et les menaces projetées par l'insécurité endémique caractérisant le théâtre sahélien, espace dérégulé sur le plan stratégique, ne peuvent plus être considérées comme périphériques ou étrangères à la sécurité nationale des pays du Maghreb et de la Tunisie: l'impact transcende les frontières.

¹Voir pour de plus amples détails : <https://www.le1.ma/la-tunisie-nouveau-pc-avance-des-usa-en-afrique-du-nord-et-sahel/>

²Lettre TTU, N°1121, 26 Septembre 2018, p.1.

Le Sahel africain concentre tout un système de conflits qui, à la moindre étincelle, éclatent en chaîne. En toute vraisemblance, la situation ne saurait subsister indéfiniment. La révolte Touareg au Nord Mali a constitué le point de rupture. La réponse militaire pourrait réduire pour un temps la rébellion, mais le règlement politique et la stabilisation de la région requièrent des réponses plus larges et à plusieurs niveaux. L'absence du Maghreb comme acteur régional et les rivalités de puissance entre Etats maghrébins à l'égard de leur flanc sud, notamment entre l'Algérie et le Maroc, expliquent la défiance des Etats africains et le recours aux puissances extérieures.

A ce stade, il nous paraît important d'insister sur les points suivants :

L'éclatement d'un foyer d'instabilité au Sahel menace la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb sur le long terme. Il n'est plus possible de poser la problématique du Maghreb en l'isolant du flanc sud sahélien. Une concertation permanente s'impose entre les pays du Maghreb sur le présent et l'avenir de la scène sahélienne. Malheureusement, nous en sommes loin ! En effet, les pays maghrébins en transition démocratique ou en phase pré-révolutionnaire s'exposent aux diverses menaces projetées par le vide sécuritaire caractérisant le flanc sud sahélien dopé par l'insécurité libyenne. La dynamique est ascendante, orientée sud-nord. L'exacerbation des tensions tribales et religieuses sur fond de rivalités régionales et d'ingérences étrangères présente le risque d'une longue période d'incertitude et d'instabilité. En outre, la polarisation Sahel-Libye donne de la résonance aux forces centrifuges travaillant l'Etat libyen. La Cyrénaïque, riche de ses ressources énergétiques, pourrait basculer vers l'Égypte ouvrant une brèche dans la géopolitique régionale. Le drame libyen n'est pas terminé. Parallèlement, les puits pétroliers ont créé de nouvelles territorialités tribales nourrissant les convoitises et les divisions ancrées dans le temps long de l'histoire et gelées durant la période Kadhafi. **Aujourd'hui, à l'image de l'Irak, la Libye mène une lutte acharnée pour maintenir son unité ;**

Les pays maghrébins doivent faire preuve de la plus grande vigilance. A titre illustratif, hormis la montée en puissance des trafics, l'enracinement d'un foyer jihadiste au nord du Mali et plus globalement à l'échelle sahélienne se surajoutant à la Libye risque, à l'image de l'Irak et de la Syrie, d'attirer les nombreux maghrébins imprégnés par la doctrine salafiste et jihadiste et aspirant à défendre une terre de l'islam agressée par les mécréants. Or, ces éléments, à la faveur de l'affaiblissement de Daesh en Syrie et en Irak, sont susceptibles de revenir dans leurs pays d'origine encore plus radicalisés et aguerris compte tenu de leur expérience de la guerre asymétrique. **Le retour des foreign fighters en Libye et au Sahel s'érige en menace majeur pour la stabilité régionale ;**

Les initiatives et positions divergentes des uns et des autres ternissent l'image d'un Maghreb désuni et distant de ses obligations stratégiques communes. L'édification du Grand Maghreb est une nécessité régionale et une nécessité également dans le contexte de la mondialisation et de la multiplication des initiatives d'intégrations dans le monde. **L'affirmation du Grand Maghreb comblerait un vide stratégique tout en forçant une plus grande responsabilité internationale dans le présent et l'avenir de la zone Maghreb – Sahel.** Plus globalement, Méditerranée, Maghreb et Sahel constituent une matrice travaillée par des forces et des logiques communes. **C'est ainsi que la Méditerranée connaît aujourd'hui une vraie question nord-africaine connectée étroitement à une vraie question sahélienne »³.**

En effet, Maghreb et Sahel forment des espaces conjugués avec des développements coordonnés inhérents à leur histoire et à leur géographie communes, caractérisés par de fortes interdépendances et

³Jean Dufourcq, « L'enjeu méditerranéen », Septembre 2012.

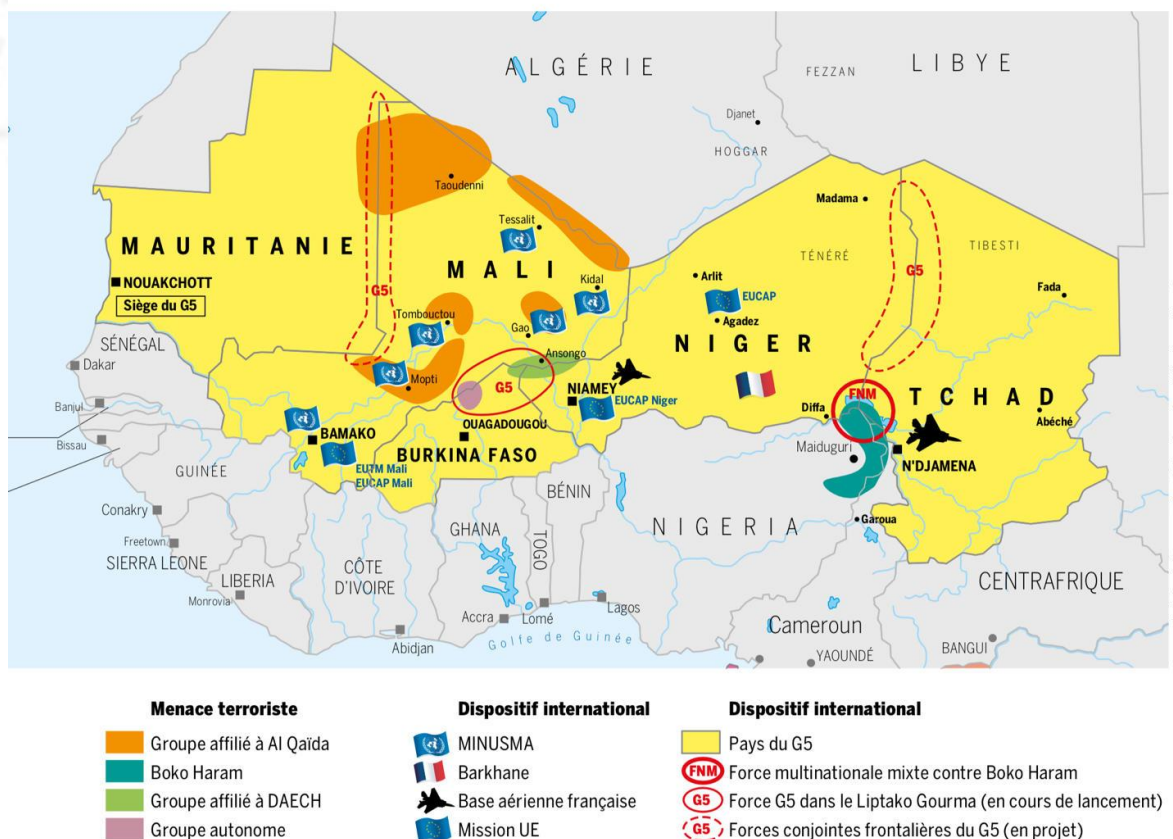
aux destins intimement liés. Analyser les problématiques sécuritaires et stratégiques secouant le couloir sahélien dicte de s'interroger sur la géométrie des alliances et des antagonismes inter-maghrébins. En effet, **la zone sahélienne fixe des intérêts particuliers et multiples par elle-même mais elle ne se suffit pas à elle-même.** À l'égard de cet espace, **l'Algérie, le Maroc et antérieurement la Libye développent des dispositifs diplomatiques, militaires et secrets obéissant à des calculs d'hégémonie et de neutralisation de l'autre. Les rivalités sont vives, l'enjeu étant de s'assurer le leadership sur un Sahel tourmenté et vulnérable mais offrant de multiples opportunités.** L'effacement programmé de la Libye en tant qu'acteur régional majeur dans la zone ouvre un large boulevard à un monopole stratégique pour l'Algérie qui n'a jamais caché, depuis 1962, ses visées à l'égard de ces espaces, notamment le théâtre saharien.

Inversement, un Sahel tourmenté et embrasé par la guerre au Mali et ses effets induits projette des facteurs susceptibles de déstabiliser les Etats du Maghreb. A titre illustratif, nous pouvons citer :

- Explosion conflictuelle engendrant une réaction en chaîne déstabilisant l'ensemble de l'arc sahélien, heartland (ceinture de sécurité) des pays du Maghreb et de la Tunisie. Les effets induits par le chaos libyen accentuent la menace. Le Mali est lui-même au bord de l'implosion ;
- Formation d'un théâtre cristallisant les rivalités entre les grandes puissances. Instrumentalisant des acteurs locaux aux motivations diverses, les ingérences étrangères multiplieront les foyers de tensions et de crises. Les pays du Maghreb ne manqueront pas d'être impactés par effet induit ;
- La reconstitution d'un sanctuaire susceptible d'abriter les jihadistes de retour de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak leur permettrait de cibler les pays du Maghreb et la Tunisie;
- Une zone grise propice à la multiplication du crime organisé transnational et des trafics illégaux ;
- Constitution d'un réseau de diffusion et d'infiltration de l'islam radical ;
- Le foyer d'une émigration de masse utilisant l'Afrique du Nord comme tremplin vers les rivages européens ;
- Afflux de réfugiés du fait de la détérioration des conditions climatiques et environnementales ou de l'explosion d'un conflit de haute intensité ;
- Réinsertion d'Israël, déjà fortement réimplanté en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale, en tant que fournisseur de coopération ;
- Le blanchiment d'argent et l'enracinement du crime organisé transnational ;
- Détournement des ressources stratégiques (pétrole, gaz, uranium, etc.), objets d'une vive concurrence internationale. Etats-Unis, France, Chine, Russie, etc. convoitent les ressources pétrolières de la zone : les tentatives de déstabilisation du régime tchadien, via le Soudan et la Libye, transcendent de toute évidence les capacités soudanaises et rejoint la stratégie plus imposante à dominante asiatique et vraisemblablement chinoise (jeu de bascule autour de l'enjeu pétrolier).

Par voie de conséquence, à l'image des vases communicants, **la paix et la sécurité des Etats du Maghreb est indissociable de la stabilité de la scène sahélienne et vice versa.**

L'état de la menace au Sahel



Source: Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (pôle géographique)

2. Le Sahel africain sous le feu des projecteurs

Conceptualisée dès 2015, les chefs d'Etats des cinq pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso) décident le 6 février 2017 de doter cette organisation de coopération régionale d'une force militaire conjointe (FC-G5 Sahel) ayant pour vocation de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée. Le sommet du 2 juillet 2017 tenu à Bamako au Mali marque le lancement de cette force de 5000 soldats avec pour objectif final de monter en puissance et d'atteindre les 10.000 soldats. Cette force devait être pleinement opérationnelle à l'automne 2017. En dépit de six opérations conjointes menées par la FC-G5 Sahel, des difficultés financières, opérationnelles et d'interopérabilité persistent et fragilisent cette force dont le quartier général basé à Sévaré au Mali a fait l'objet d'une attaque terroriste d'envergure le 29 juin 2018. Il est depuis lors déplacé à Bamako. En effet, les pays du G5 Sahel n'ont pas conceptualisé une vision commune des priorités en termes de sécurité régionale et leurs armées sont marquées par de fortes inégalités en termes d'équipement, de formation, etc. La présence à ce sommet du président français Emmanuel Macron visait à témoigner du soutien de la France à ce dispositif inédit et à marquer son engagement croissant dans ce théâtre jugé hautement stratégique.



Via le dispositif Barkhane composé de 4200 soldats, la France a littéralement opéré un véritable maillage militaire de la bande sahélo-saharienne. **Sur fond d'exacerbation des rivalités quant à la sécurisation des ressources stratégiques, nous assistons à une militarisation croissante de cet espace organisant la transition entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne : présence accrue des Etats-Unis suivant la stratégie dite du « Nénuphar », retour de l'Allemagne avec construction d'une base au Niger, présence italienne, ancrage de la Chine et dans une moindre mesure de l'Inde, de la Russie, du Canada, du Japon, de certains pays du Golfe, etc.**



UNCLASSIFIED

USAFRICOM Strategy & Theater Campaign Plan

Operational Design

Decisive: Build capacity of and strengthen relationships with African partners

Shaping: Operations that buy time & space

Sustaining: Enduring requirements for posture & access

Ways

- Security Force Assistance
- Exercises
- Operations
- Engagements
- Posture, Presence, Agreements

Means

- Funding
- Personnel
- Forces
- Authorities
- Senior Leader's Time
- International & Interagency Relationships



Priorities

1. Deter and Defeat Transnational Threats
2. Protect U.S. Security Interests
3. Prevent Future Conflicts
4. Support Humanitarian and Disaster Relief

Medical Engagement LOE's

1. Building Military Capability
2. Building National Response Capability
3. Increased US Capabilities on the Continent

Issues/Concerns

1. Coordination and Communication
2. Immature programs and dependency
3. Host Nation Requirements/environment
4. Budgetary Considerations

Sahel

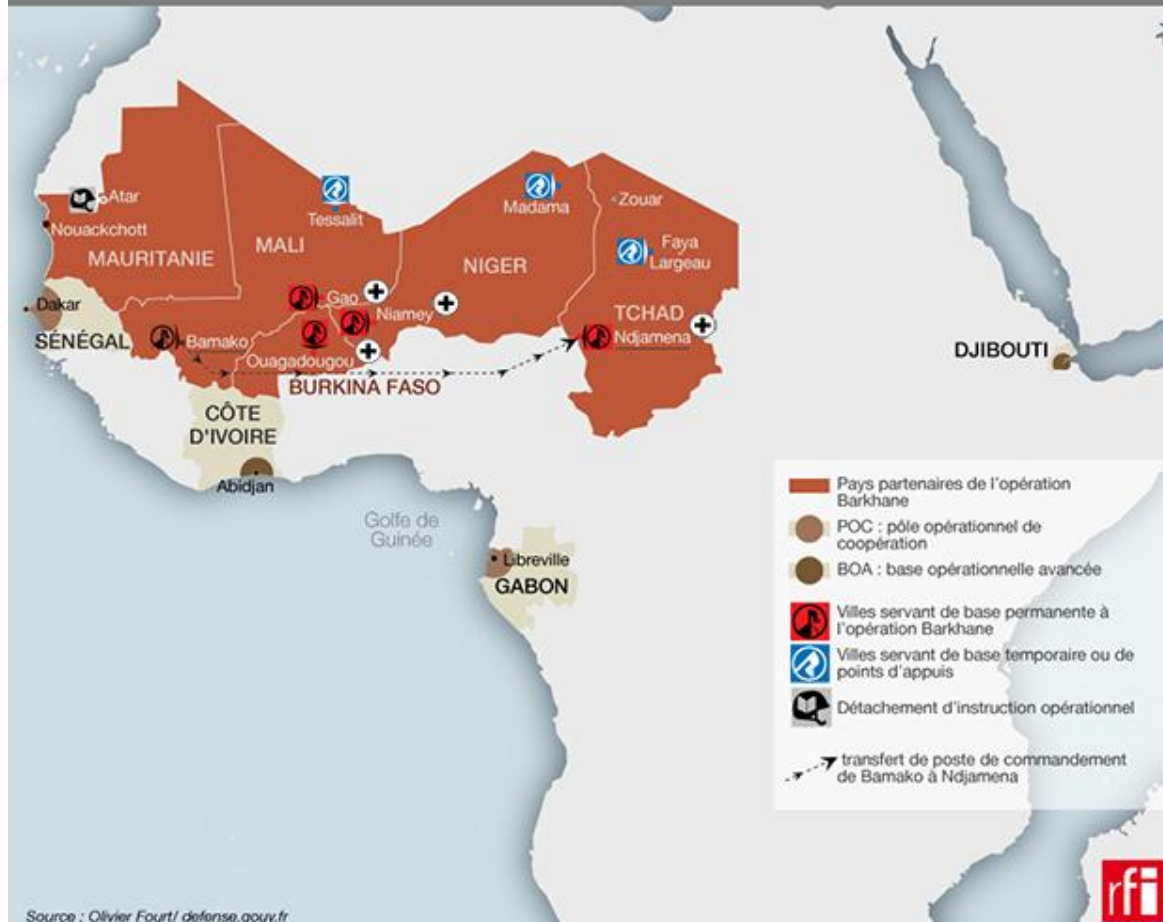
Figure 5.1
Map of Operation Barkhane



SOURCE: French Ministry of Defense, 2015.
 RAND RR1241-5.1

Sahel

L'OPÉRATION BARKHANE EN AFRIQUE



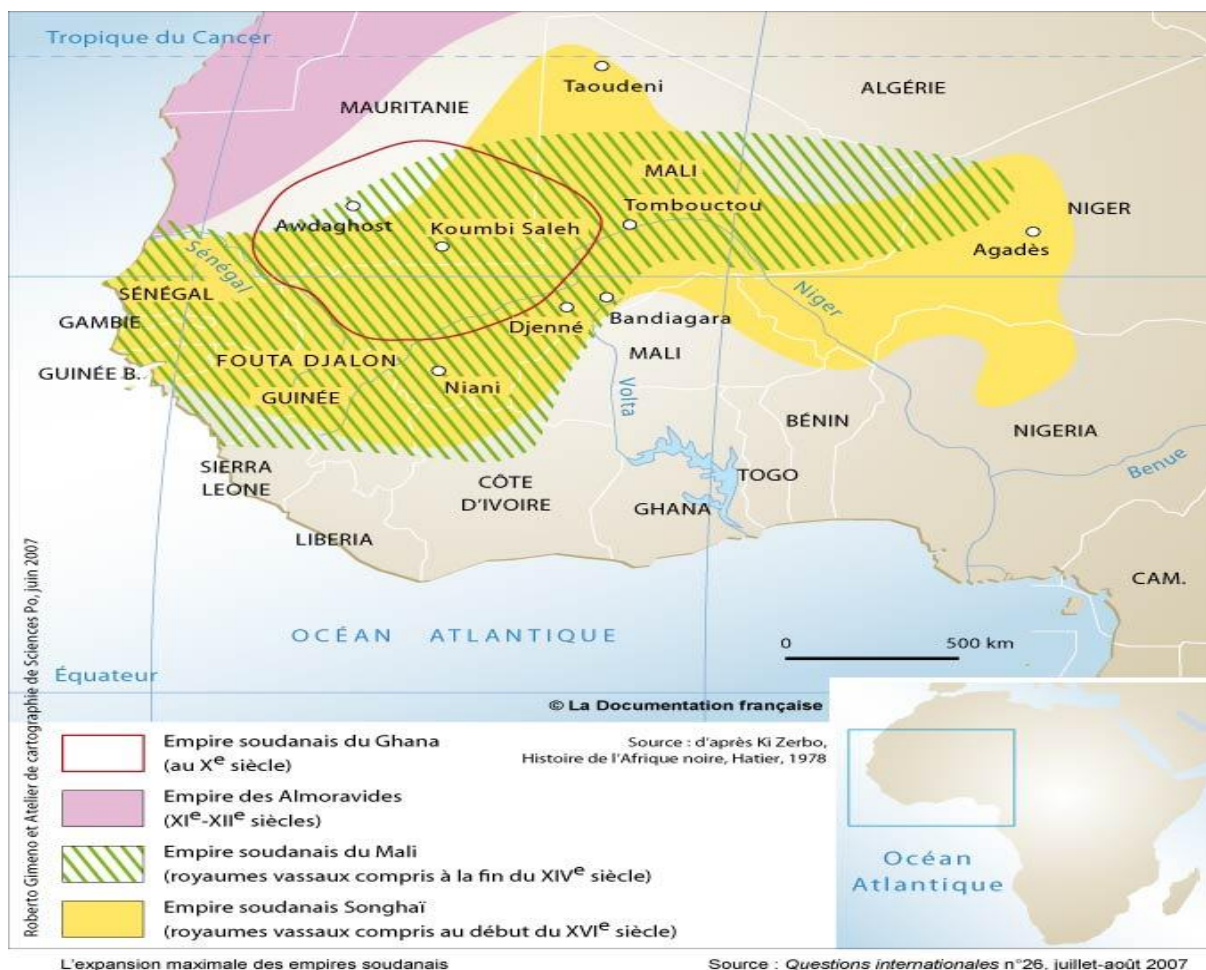
Parallèlement, l'Accord d'Alger signé le 1 Mars 2015 par une majorité des acteurs de la scène malienne, tout en marquant une avancée significative vers un règlement de la crise malienne déstabilisant le flanc sud de la Tunisie, piétine. **Manifestant l'affirmation par l'Algérie de son leadership sur ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence ou pré-carré, cet accord, en ne s'attaquant pas aux racines profondes de la conflictualité malienne et sahélienne, n'apporte aucune solution durable.** Décentralisation, réinsertion des rebelles du nord dans l'armée, promesses et divers programmes de développement économique des régions nord, etc. ont depuis des décennies démontré leurs limites et nourri rancunes et amertumes tenaces. Les mêmes causes engendreront les mêmes effets. **Sans s'attaquer aux racines profondes de la conflictualité caractérisant cet espace, stratégique quant à la sécurité de la Tunisie, aucune sécurité durable ne pourra être instaurée.**

3. Les racines du mal

L'espace sahélien, tourmenté, sous-administré et sous-défendu, est travaillé depuis longtemps par des lignes de fractures et des facteurs de tension justifiant, à la faveur de l'incubateur libyen, l'explosion de la crise malienne, risquant par effet de contagion de déstabiliser toute la zone. En tant que géopoliticien, je crois à la rémanence historique, c'est-à-dire à la nécessité d'inscrire les événements sur le temps long de l'histoire afin de ne pas se laisser abuser par le poids du présent et du sensationnel. Relativement aux événements secouant le Sahel, **il convient de prendre de la hauteur tant le panorama stratégique est brouillé par l'actualité dont la guerre au Mali constitue l'épicentre avec un déplacement de la menace terroriste vers le centre du pays, l'ancien Macina et vers le Burkina Faso. Ce dernier, ciblé au sein même**

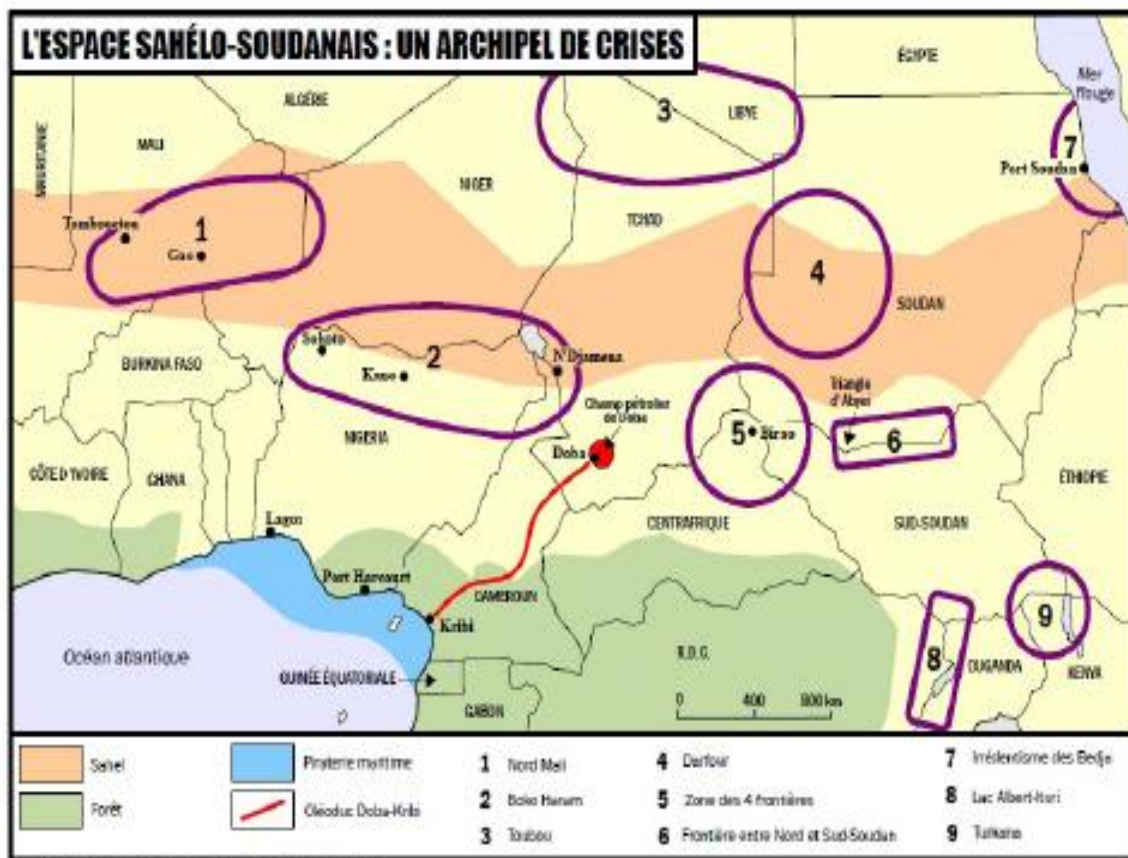
de sa capitale et dans le nord, constitue le nouveau maillon faible risquant, en cas de déstabilisation, de générer une contagion vers le Togo, le Ghana, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, etc.

La littérature arabe médiévale distinguait déjà en se référant aux anciens empires sahétiens, les notions de « bilad es Sibâ » (pays de la dissidence) et « bilad es Silm » (pays de la paix). Entre deux centres, il y avait toujours un espace d'indécision politique. En ce sens, historiquement, **la zone sahélienne a toujours été une zone grise, c'est-à-dire un « puzzle » de bandes d'espace indécises oscillant, selon les rapports de forces, entre différents centres politiques stables et sédentarisés.** Aujourd'hui, à travers l'étatisation introduite par la colonisation, l'impératif des frontières affaiblit, voire neutralise les modes traditionnels d'exercice du pouvoir sur ces espaces charnières et se traduit pour les riverains par des revendications de droit de passage et d'usufruit, autant de risques de conflits. Cet état de fait s'avère profitable à la pénétration et à l'évolution de groupes criminels.



Le théâtre sahéien, véritable polygone de crises, est travaillé par des lignes de fracture inscrites dans le temps long de l'histoire et qui continuent à produire leurs effets et par des éléments plus récents amplifiant la vulnérabilité du champ. La géographie même de cet espace, dit désertique, favorise une remise en question des frontières coloniales ayant bouleversé les frontières ethniques et les équilibres traditionnels, notamment la libre mobilité des hommes et des biens, caravanes, commerce, transhumance et nomadisme. **Le télescopage entre l'autorité étatique et l'autorité traditionnelle des populations nomades Touaregs, Toubous, etc. participe à l'explication du système de conflits que révèle notamment la crise malienne mais aussi la déstabilisation en cours de l'aire péri-tchadienne, la somalisation de la RCA (République Centrafricaine), etc. Deux modes de vie entrent en collision : le nomadisme avec la**

nécessité vitale pour les troupeaux d'accéder aux pâturages et au fleuve et les agriculteurs sédentaires aspirant à protéger leurs cultures.



Tous droits de reproduction réservés www.bertrand-lugan.com

4

La plupart des États du Sahel – situés entre les latitudes 10° Nord et 20° Nord – sont caractérisés, dans leur architecture interne, par **une fracture Nord-Sud** qui traduit une opposition avant tout ethnique entre populations blanches, souvent arabisées, et populations noires. **Ainsi, une véritable ligne de feu chargée d'histoire s'étendant de l'océan Atlantique à la mer Rouge brise en deux les États sahéliens. Au Mali, l'opposition fondamentale est celle des Blancs, Maures et Touaregs, et des ethnies africaines noires, les premiers dominant traditionnellement les populations du sud. La décolonisation, en attribuant le pouvoir aux populations du sud, a abouti à une inversion des rapports de domination. La rébellion est depuis lors nordiste et touareg. La fracture Nord-Sud, ancrée dans l'histoire et à la base d'une profonde conscience ethnico-tribale, a retardé la formation consensuelle de l'État-nation légué par la décolonisation. Les implications philosophiques de cette question sont lourdes de conséquences. Les Touaregs acceptaient-ils l'ordre post-colonial qui confère la suprématie des ethnies du Sud sur leur territoire ? Des populations que tout oppose ont été *in fine* condamnées à vivre ensemble au sein d'États artificiels. De véritables murs d'incompréhension, parfois d'hostilité, ont longtemps bloqué la voie d'édification d'une véritable appropriation nationale, indispensable à l'émergence de l'État-nation. C'est sur cette réalité ethno-politique que prospère l'extrémisme islamiste.**

Dans ce contexte, les représentations géopolitiques, c'est-à-dire les perceptions des acteurs, justes ou erronées, priment sur la réalité des faits. En ce sens, l'occupation de la ville de Gao par les islamistes extrémistes a réveillé parmi les populations noires le souvenir de la poussée musulmane venant du nord et

⁴Voir Bernard Lugan, Afrique Réelle, janvier 2017.

surtout le démantèlement de l'empire Songhaï par le pacha Djouder au XVI^{ème} siècle en provenance du Maroc. **Tant que cette problématique de fond ne sera pas posée de manière claire, sans dérobade, aucune solution durable à la stabilité de l'océan sahélien, et en particulier à la crise malienne, ne sera envisageable.**

Difficulté supplémentaire, le concept de démocratie tel que formulé par l'Occident, à savoir « un homme, une voix », est difficilement conciliable avec les réalités ethniques caractérisant le Mali et plus globalement les pays du Sahel. En effet, « la variante africaine de la démocratie fondée sur le « one man, one vote » est d'abord **une ethno-mathématique** conférant automatiquement le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence les Noirs sudistes, ce que les nordistes ne peuvent accepter »⁵. Bernard Lugan souligne : « au Mali, les sudistes étant plus nombreux que les nordistes, ces derniers, en plus d'être forcés de vivre dans le même Etat que les premiers, sont condamnés à leur être politiquement soumis. D'où les révoltes continuelles dont les actuels événements ne sont qu'une résurgence »⁶. Jean Ping abonde en ce sens dans son dernier ouvrage « Eclipse sur l'Afrique : fallait-il tuer Kadhafi ? », « l'Afrique doit prendre son temps ; les Occidentaux qui « réagissent sous la pression des émotions et des passions immédiates qui emportent leurs opinions » sont trop impatients. L'Afrique a son rythme et ses fondamentaux : **« Chacun sait que c'est l'ethnicité qui constitue l'élément le plus important dans les conflits internes en Afrique ». C'est pourquoi la démocratie ne peut y être implantée d'un coup. « Trop souvent en effet les élections en Afrique se sont malheureusement transformées en simples recensements ethniques...L'instauration de la démocratie est un processus d'une très grande complexité qui ne se décrète pas instantanément de l'extérieur, comme du Nescafé et du prêt-à-porter ».**

Par ailleurs, nous pouvons citer d'autres facteurs de conflictualité : l'opposition centre-périphérie et l'impact du colonialisme. La colonisation n'a fait qu'instrumentaliser les rivalités entre les différentes ethnies et les peurs des plus vulnérables qui cherchaient à échapper à la pratique de la traite et aux razzias, afin d'ancrer et de consolider son emprise. Lors de la décolonisation, les antagonismes, les rivalités et les haines « en sommeil » émergent, plongeant le théâtre sahélien dans des guerres civiles ou des conflits dits internes. Les événements d'aujourd'hui en sont la conséquence directe car **les nordistes ne s'assimilent pas aux Etats post-coloniaux tels qu'ils ont fonctionné depuis cinquante ans. Ils ne peuvent endosser indéfiniment la domination des populations du sud consacrée par la décolonisation.**

Comme le souligne Hervé Juvin, « prenez l'exemple de la lettre que le chef des bambaras adresse au lieutenant-colonel Gallieni vers 1865 pour lui demander de protéger son peuple des attaques des Touaregs : vous avez très exactement le schéma de l'intervention militaire française Serval au Mali aujourd'hui ! ».

Le fondamentalisme islamique n'est donc pas la cause du séisme sahélien, mais la simple surinfection d'une plaie ne pouvant être refermée que par le retour à un équilibre ethnique estimé équitable. Comme le souligne l'Amiral Dufourcq, « contrairement à ce que croient beaucoup en Europe ou aux États-Unis, ce qui se passe au Mali n'est pas l'affrontement entre djihadistes du nord et paisibles populations démocratiques du sud. Cela fait près de dix ans que nous récitons cette analyse et que nous sommes démentis par les faits. Peut-être va-t-il falloir s'en rendre compte un jour »⁷.

⁵Communiqué Bernard Lugan, Afrique Réelle, 9 février 2013.

⁶ Bernard Lugan, l'Afrique Réelle, N°39, mars 2013, p.12.

⁷ Jean Dufourcq, « Au Sahel, l'ennemi, c'est la piraterie du désert profitant de la disparition de l'Etat », La Vigie, Avril 2018, consultable au lien suivant : <https://www.geostrategia.fr/au-sahel-lennemi-cest-la-piraterie-du-desert-profitant-de-la-disparition-de-letat/>

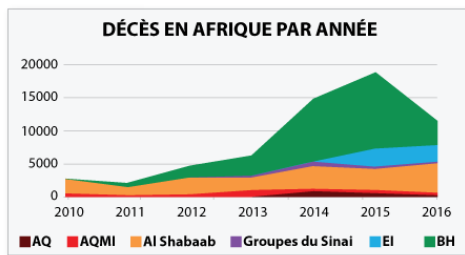
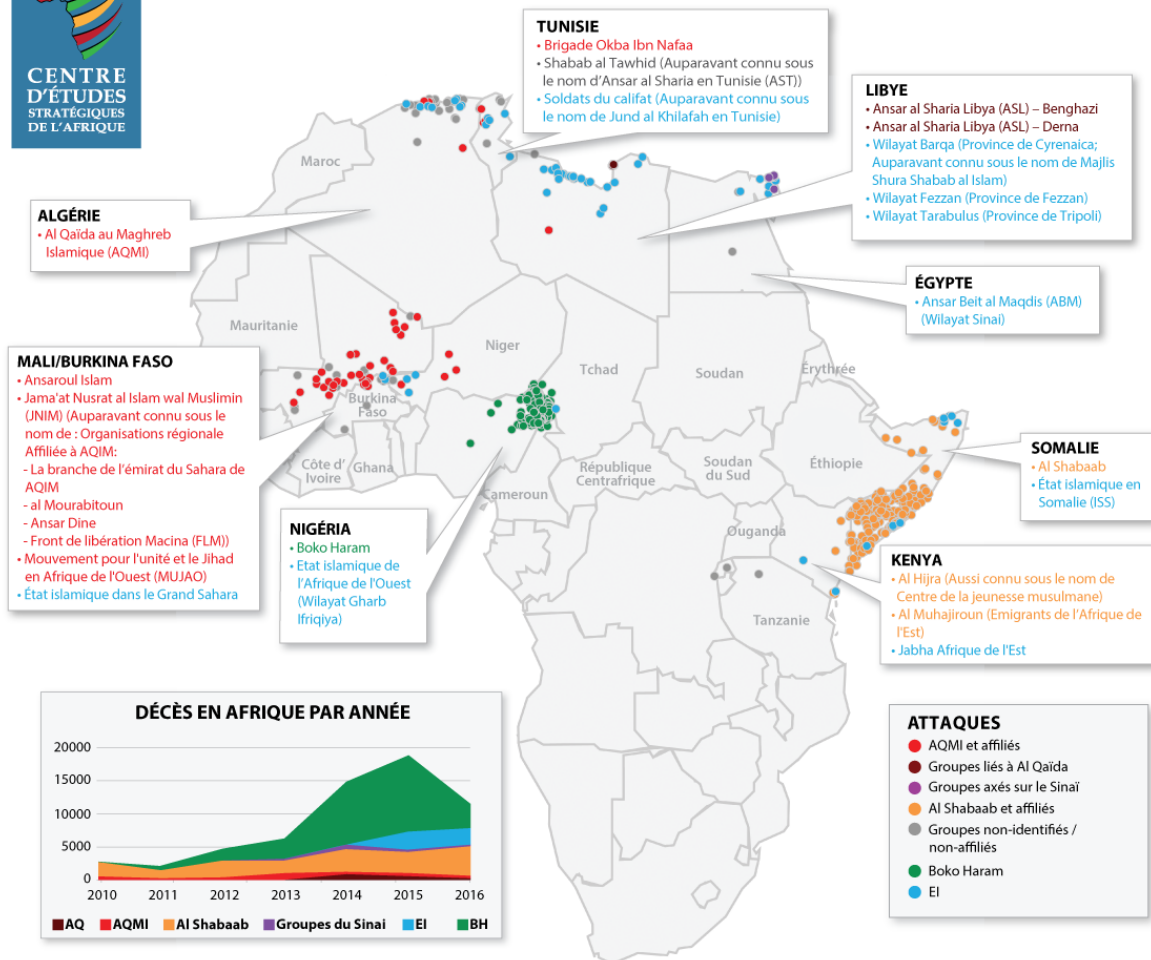
Gilles Yabi abonde en ce sens, « *n'importe quel entrepreneur de l'insécurité modérément intelligent et doté d'une source d'argent en liquide, d'armes et de munitions et de quelques formateurs qualifiés, peut en quelques mois monter des groupes de jeunes hommes organisés prêts à mener des actions violentes localisées* »⁸. Ainsi, tel un nodule se greffant sur un corps malade, tous ces acteurs malveillants, instrumentalisant le fait religieux, profitent des vulnérabilités et faiblesses d'un espace dérégulé sur le plan stratégique.

A supposer que la menace terroriste soit éradiquée, la problématique sécuritaire au Mali et plus globalement au Sahel n'en serait pas pour autant réglée. La problématique Nord-Sud, antérieure à la menace terroriste, n'étant pas abordée sereinement en tenant compte des spécificités historiques et ethniques de ces espaces, aucune solution durable ne peut être envisagée. Pour les autorités de Bamako, le véritable adversaire contre lequel sont mises en place des milices et des ententes secrètes avec certains groupes dits djihadistes est le séparatiste touareg et non le terroriste islamiste. Ainsi, Paris, Bamako et la communauté internationale n'ont pas la même désignation de l'ennemi irréductible à éliminer et à combattre. La lutte contre le terrorisme en Tunisie et au Maghreb ne peut ignorer cette réalité sous peine de se fourvoyer en posant le mauvais diagnostic.

⁸« Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, on ne bâtira pas des Etats avec des consultants », Gilles Yabi, Tribune Jeune Afrique, 8 novembre 2018, consultable au lien suivant : <https://www.jeuneafrique.com/659975/politique/tribune-au-sahel-et-en-afrique-de-louest-on-ne-batira-pas-des-etats-avec-des-consultants/>



GROUPES ISLAMISTES MILITANTS EN AFRIQUE



Mise à jour: avril 2017.
Note: Compilé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, ce graphique montre les événements violents impliquant les groupes répertoriés au cours de la période de 12 mois se terminant le 31 mars 2017. Les listes de groupe sont destinées uniquement à des fins d'information et ne doivent pas être considérées comme des désignations officielles. En raison de la nature de plusieurs groupes, les listes peuvent changer.
Sources: Projet de données d'emplacement et d'environnements armés (ACLED); Daniel Byman; Centre Jane's Terrorism and Insurgency; Thomas Joscelyn; SITE Intelligence Group; Le Groupe Soudan; Projet de lutte contre le mapping de l'Université de Stanford; Stratfor; Consortium de recherche et d'analyse du terrorisme (TRAC); Et Aaron Y. Zelin.

A ces facteurs historiques s'ajoutent de nouveaux facteurs déstabilisateurs : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; la spéculation islamiste par des forces obscures qui sont loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam ; l'instrumentalisation des référents identitaires, ethniques et religieux, les sécheresses et les famines ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective d'avenir pour de nombreux jeunes désœuvrés ; l'effondrement des systèmes éducatifs, la forte croissance démographique (en 2040, la population sahélienne devrait doubler pour atteindre 150 millions d'habitants) ; la montée en puissance des trafics en tous genres, notamment du trafic de drogue en provenance d'Amérique Latine ; la prolifération d'armes légères alimentant les conflits, l'enracinement du terrorisme, la généralisation de la corruption et du népotisme, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tension afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares, etc.), les vulnérabilités environnementales attisant les tensions entre sédentaires et nomades, enfin les effets induits par la déstabilisation de la Libye.

L'ensemble de ces vecteurs de tensions est dopé par une importante circulation financière qui permet l'entretien d'équipements modernes et multiplie les espoirs de gain immédiat pour des prédateurs organisés relevant du crime organisé transnational. Les réseaux mafieux locaux, tel un

nodule, se greffent sur un corps malade (un échiquier tourmenté) en se donnant une rhétorique terroriste afin de brouiller les cartes d'intelligibilité. Les trafics sont nombreux : armes, véhicules, cigarettes, êtres humains, médicaments, pétrole, avec une fulgurante montée en puissance du trafic de drogue (cocaïne depuis l'Ouest et héroïne de l'Est, érigeant la ceinture sahélienne en véritable « hub du narcotrafic »), etc. 15 % de la production mondiale de cocaïne transite par le Sahara. Ces trafics ont toujours existé et existeront toujours. Ils s'inscrivent dans la longue histoire des routes transsahariennes qui ne sont que réactivées en exploitant le désœuvrement des populations et de la jeunesse facilement embrigadeables. Ils ne constituent qu'un élément supplémentaire de déstabilisation sur l'échiquier (damier) sahélien. **Les groupes dits terroristes, aux fortes porosités, aspirent en premier lieu à contrôler les nœuds de communication par lesquels transitent les trafics, source d'enrichissement.**

La problématique centrale est donc liée à l'exacerbation des rivalités entre groupes rivaux quant au contrôle de l'ensemble des trafics et de leurs voies de transit et d'acheminement et non idéologique, l'islamisme djihadiste servant tout juste d'habillage afin de masquer les véritables enjeux.

Cocaine production surges

New trafficking route dubbed "Interstate 10" between South America and West Africa has gained importance.

Major smuggling routes



© 2009 MCT

Source: United Nations Office on Drug and Crime, Guardian Graphic: Junie Bro-Jorgensen

Comme le souligne Bernard Lugan, « nous sommes d'abord dans le prolongement sous des formes contemporaines du grand commerce transsaharien millénaire. Ses étapes obligées sont au contact des zones tribales, chaque tribu ou chaque clan prélevant sa dime, son droit de passage, son octroi, son droit de douane. Une simple consultation de la carte du nord Mali montre que les affrontements les plus violents se produisent précisément dans, ou autour, de ces carrefours du commerce-traffic, et toujours pour des questions de contrôle de ces derniers. Voilà pourquoi la zone de Kidal, contact entre le pays touareg et le pays Imghad est à ce point disputée. Sans Kidal, les Touareg Ifora seraient exclus de l'économie de la contrebande et ils disparaîtraient. Sans Kidal, les Imghad seraient contenus sur le fleuve et

ils seraient écartés du principal relais contrebandier septentrional. Tout le reste n'est que flatusvocis »⁹. Bernard Nantet abonde en ce sens : « depuis une dizaine de siècles, le thème de la guerre sainte a porté nombre de meneurs à lever des troupes de nomades, de laissés-pour-compte ou de cadets en rupture, dans le but de faire la guerre aux mauvais croyants, sinon aux non-croyants, autrement dit aux animistes et aux païens. **Le moteur de ces poussées guerrières sous le voile de la religiosité fut toujours le contrôle du commerce transsaharien** ».

Passé et présent interagissent ainsi et restructurent Méditerranée-Maghreb-Sahel-Afrique de l'Ouest selon de nouvelles lignes de force. Nul doute que la Tunisie sera directement impactée. Le Sahel africain concentre tout un système de conflits qui, à la moindre étincelle, éclatent en chaîne.

4. Le jeu des puissances

Progressivement, se dessine au Sahel un nouveau « Grand jeu » fait de manœuvres subversives et de manipulations où la duplicité et les stratégies de l'ombre sont la règle. Les développements inhérents aux bouleversements actuels ne s'arrêtent pas au seul Mali. L'appui du Qatar révélé au cours de l'année 2013 aux groupes islamistes témoigne d'un prolongement de la stratégie ayant déjà ciblé la Libye et la Syrie. La finalité de cette stratégie est de pousser jusqu'à son terme la logique politique du printemps arabe sur fond d'exploitation des richesses naturelles régionales. Les visées du Qatar risquent d'être entravées par la nouvelle stratégie américaine conceptualisée par le président Trump et par le blocus le ciblant piloté par l'Arabie Saoudite et ses alliés et engendrant son isolement depuis le 5 juin 2017.

Qatar aspire à développer une stratégie singulière : ayant considérablement renforcé ses positions en Libye relativement aux ressources énergétiques, il aspire à étendre son influence au Sahel (Mauritanie et Mali) en s'appuyant sur les groupes islamistes. Quelle stratégie sous-tend cette orientation ? Qatar abrite approximativement 15 % des réserves prouvées de gaz. En additionnant la Russie et l'Iran, ces trois Etats détiennent 60% des réserves prouvées à l'échelle mondiale. En visant à étendre son emprise sur le Moyen-Orient (Syrie) et sur le Sahara (Libye, Sahel et demain l'Algérie sur laquelle plane la menace d'une révolution arabe soutenue par Doha), **le Qatar, de concert avec les États-Unis, vise à couper l'Europe de la Russie (principal fournisseur de gaz des Européens) et à se substituer à Moscou à l'Est et à Alger au Sud (cette orientation est renforcée par l'exploitation des gisements américains de gaz de schiste).** Les ressources minières de la zone créent une rude compétition entre les acteurs. Des accusations sont portées contre les uns ou les autres pour des calculs d'inspiration hégémonique. Un Bloc d'exploration pétrolier sous concession partagée entre la Sonatrach algérienne et l'ENI italienne a été récupéré par l'Etat malien dans le sillage de l'intervention Serval. Ces controverses entretiennent dans la région une atmosphère trouble.

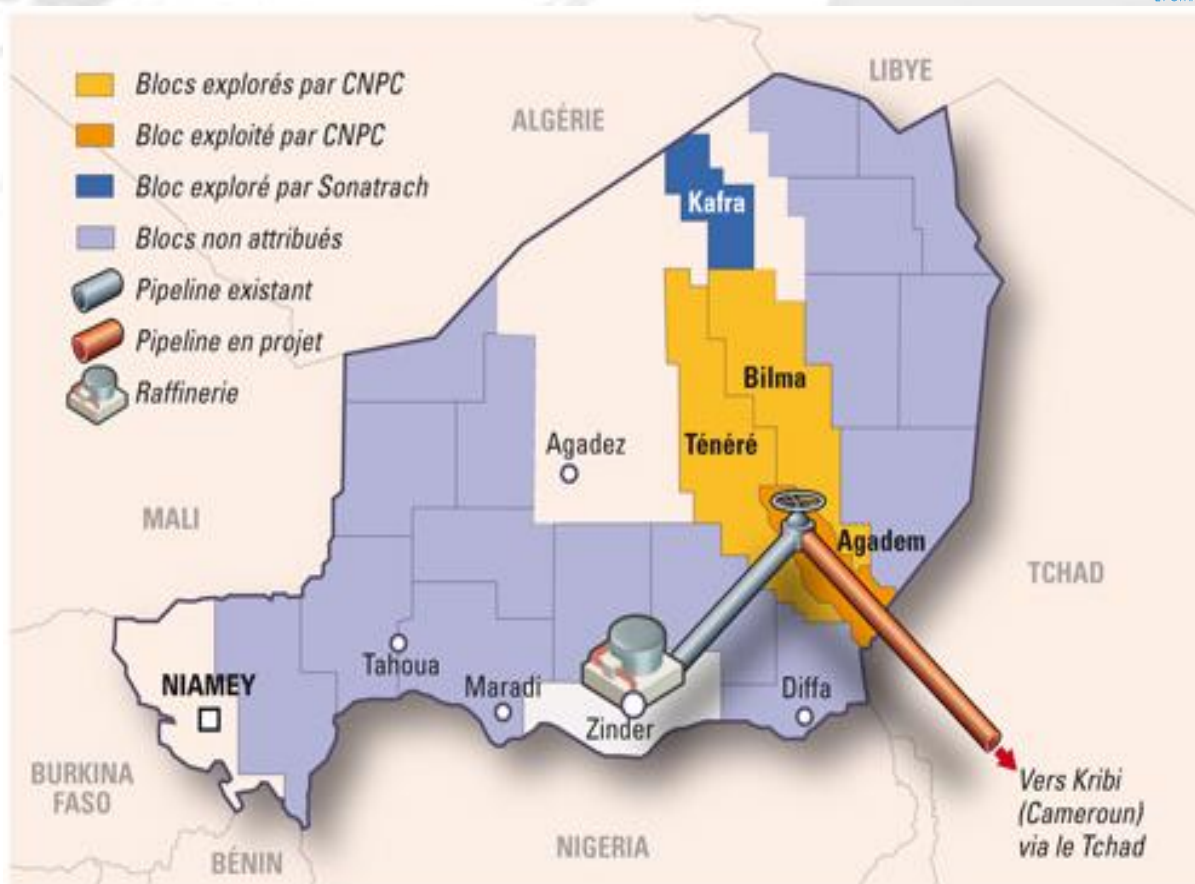
Ainsi, les puissances extérieures, sous couvert de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, convoitent les ressources naturelles avérées et potentielles et visent, à terme, une militarisation croissante et durable de la zone afin d'asseoir leur contrôle et d'évincer les puissances rivales (Chine, Russie, Inde, Brésil, Turquie, Iran, etc.). **Ces puissances ont tout intérêt à favoriser l'émergence d'une équation géopolitique les plaçant en situation de force pour le partage des richesses du Sahel.** En outre, se positionner militairement au sein de ce couloir stratégique reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge offre la double faculté de peser sur les équilibres géopolitiques et énergétiques du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest.

⁹Bernard Lugan, « L'Afrique Réelle », N°106, Octobre 2018, p.2.

Plus précisément, fournisseur prépondérant d'énergie à l'horizon 2030, le Sahel suscite des rivalités pour le contrôle des gisements (lieux de production), enjeu majeur, mais également des itinéraires d'évacuation dessinant jour après jour une nouvelle géopolitique des tubes. Une superposition de la carte des conflits et des ressources est édifiante.



Deux projets assortis de dispositifs diplomatiques et militaires s'affrontent sur fond d'enjeux énergétiques au sein du couloir sahélien : **un projet chinois** visant à désenclaver les richesses pétrolières et minérales du Sahel à travers Port Soudan vers la mer Rouge suivant un axe horizontal depuis la Mauritanie (dans ce cadre s'inscrit la volonté de connecter le pétrole nigérien au pétrole tchadien) et un projet occidental visant à désenclaver les richesses à travers le Golfe de Guinée. **Le projet de route de la soie porté par Pékin aspirant en Afrique à connecter l'Océan Atlantique depuis le Nigéria ou le Sénégal à l'Océan Indien érige le Tchad en Etat pivot.** Cette orientation exacerbera les rivalités de puissance. Ce double tropisme pourrait également être bouleversé par la puissance établissant son influence en Libye : la jonction entre les ressources libyennes et sahéliennes (éventuelle prolongation du Green Stream reliant la Libye à la Sicile vers l'oléoduc Doba Kribi désenclavant le pétrole tchadien vers le Golfe de Guinée), pourrait également aboutir, à travers le point d'appui libyen, à la création d'une ouverture sur la Méditerranée.



5. Manoeuvre russo-chinoise ?

Suivant la pensée de M. Kais Daly et de M. Taje Mehdi, le Rimland pourrait être subdivisé en deux espaces : l'Inner Rimland classique : Europe, Asie centrale et Chine et un Outer Rimland allant du Maroc aux Philippines permettant la prise à revers de l'Inner Rimland. Dans la même optique du jeu de Go s'inscrivant dans le temps long, Pékin, en renforçant sa présence via le projet BRI au Maroc, en Egypte (donc en Afrique du Nord) et en Afrique de l'Est, aspirerait à consolider son influence sur l'Outer Rimland.

Cette stratégie sera partiellement conditionnée par l'orientation de la Russie. En effet, Moscou a opéré un retour en force en Méditerranée et consolidé son influence économique et militaire en République Centrafricaine (RCA), au Soudan du Nord, en Egypte et en Libye via un net soutien au Maréchal Haftar. La manœuvre vient de s'étendre au Burkina Faso. Via la réactivation de l'accord tripartite RCA-Soudan-Tchad, Moscou aspire à renforcer son influence économique et militaire au sein de cet espace hautement stratégique. Ainsi, la Russie renoue avec l'Afrique et le théâtre sahélien suivant la doctrine dite du pivot vers l'Afrique. Comme le souligne Bernard Lugan, face à la stratégie de roll back pratiquée par les Occidentaux, notamment les Etats-Unis, à l'égard de Moscou visant son containement et son encercllement, la Russie amorce une stratégie visant à desserrer l'étau et à prendre à revers ceux-là même qui aspirent à l'encercler : « les Russes ont décidé de réagir en traçant un cercle d'alliances ou même de partenariats en Asie et en Afrique, cercle dans lequel ils vont chercher à enfermer ceux qui l'encerclent »¹⁰.

¹⁰L'Afrique Réelle, Bernard Lugan, N°106, Octobre 2018, p.14.

En visite en Russie fin décembre 2017, le président soudanais Omar El Béchir a offert à Moscou la possibilité d'ouvrir une base navale sur la mer Rouge depuis le territoire soudanais.

A l'instar de la coopération, à ce stade tactique, entre les deux puissances en Syrie, **Moscou et Pékin pourraient amorcer une manœuvre stratégique combinant investissements économiques, infrastructures et bases militaires constituant un bloc Afrique de l'Est (base de Djibouti), RCA, Tchad, Soudan du Nord (Russie), Egypte (bases russes) et Cyrénaïque en Libye opposé à un bloc sous influence occidentale à l'ouest (Mauritanie, Mali, Niger, Tripolitaine libyenne, Burkina Faso, etc.). La manœuvre se déploie d'Est en Ouest et s'étend au Burkina Faso. La partition de la Libye serait actée. Dès lors, l'Algérie constituera un enjeu de taille à la charnière de ces deux blocs brisant en deux l'Afrique du Nord et le théâtre sahélien. Avec les échéances électorales en Algérie en avril 2019 combinées aux difficultés économiques secouant le pays en dépit d'une légère remontée du baril de pétrole, l'année 2019 sera déterminante quant à la stabilité de la région.**

Compte tenu de la forte implantation chinoise en Afrique, le continent est au cœur du projet BRI. Premier partenaire commercial de l'Afrique, Pékin ambitionne d'atteindre le seuil des 400 milliards de dollars d'échanges commerciaux avec le continent à l'horizon 2020. En 2016, la Chine, dépassant la France, l'Italie et les Etats-Unis, se hisse au premier rang des investisseurs dans le continent avec un volume investi de 36,1 milliards de dollars. 10.000 entreprises chinoises sont implantées en Afrique, 90 % étant privées. Lors du sixième sommet du Forum sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) tenu à Johannesburg en 2015, Xi Jinping annonce : « la Chine a décidé d'octroyer un total de 60 milliards de dollars d'aide financière incluant 5 milliards de prêts à taux zéro et 35 milliards de prêts à taux préférentiels ». ¹¹

Lors du sommet Chine-Afrique tenu les 3 et 4 septembre 2018 à Pékin, les ambitions affichées lors du discours prononcé par le président chinois Xi Jinping, l'enveloppe de 60 milliards de dollars de financements alloués sous différents formats, la présence inédite et remarquée de 53 chefs de gouvernement ou chefs d'Etat sur 54 témoignent de la singularité, de l'étroitesse et de l'accroissement des relations entre la Chine et l'Afrique dans le cadre d'une exacerbation des rivalités à l'échelle du continent. Comme le souligne Xi Jinping dans son discours, « nous respectons l'Afrique, nous aimons l'Afrique et nous soutenons l'Afrique. Nous poursuivons toujours la pratique des "cinq non" dans nos relations avec l'Afrique.... ».

Huit orientations stratégiques axées sur la promotion de l'industrie, l'interconnexion des infrastructures, la facilitation du commerce, le développement vert, le renforcement des capacités, la santé, les échanges humains et culturels et la paix et la sécurité fixent le cadre et insufflent un nouvel élan à la relation stratégique Chine-Afrique. **Il définit ainsi les contours d'une communauté de destin appelée à structurer les relations futures entre la Chine et une Afrique de plus en plus convoitée, objet d'un véritable nouveau grand jeu.**

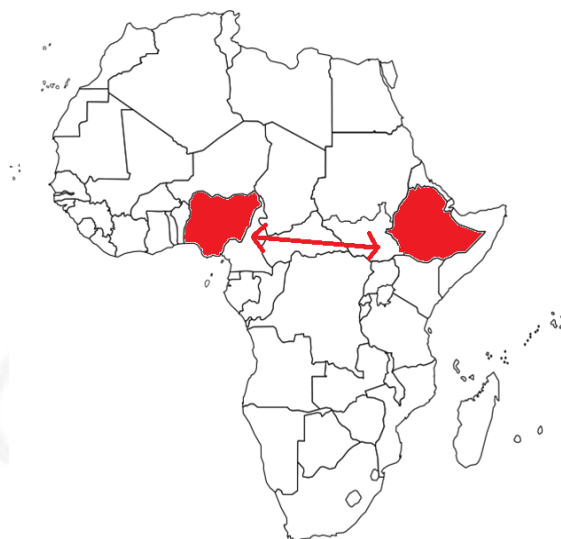
Puisant ses racines dans le temps long de l'histoire et dans des expériences partagées, cette communauté de destin entre ces deux entités doit permettre de renforcer leurs positions dans le cadre du reclassement des puissances en cours et d'un monde fragmenté, brisé, dérégulé sur le plan stratégique et chaotique. Valorisant une coopération axée sur le principe du gagnant-gagnant, cette communauté de destin met en avant le partage des responsabilités, le bonheur pour tous et le bien-être des populations, la prospérité économique et culturelle, la sécurité commune, les enjeux climatiques et environnementaux, etc. **Cette communauté de destin a pour vocation finale d'embrasser toute l'humanité, redonnant à la Chine toute sa centralité géopolitique et géoéconomique conformément à la voie confucéenne.** Offrant au continent

¹¹ « Ce qu'il faut retenir du sommet Chine – Afrique », Sébastien Le Belzic, Le Monde, 7 décembre 2015, consultable au lien suivant : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/12/07/ce-qu-il-faut-retenir-du-sommet-chine-afrique_4826212_3212.html

africain de multiples opportunités, elle soulève néanmoins quelques réserves formulées par certains dirigeants africains, notamment le risque de surendettement, une nouvelle forme de « colonisation », la faible part des IDE ciblant l'Afrique, des ambitions géopolitiques non avouées et dissimulées, etc. Ces réserves sont amplifiées par les puissances rivales, notamment occidentales, bousculées dans leur pré carré traditionnel par une Chine de plus en plus ambitieuse et décomplexée.

Le projet BRI vise à insuffler une nouvelle dimension, un nouvel élan, à la relation entre la Chine et l'Afrique. Certains analystes le perçoivent en tant « qu'accélérateur de la Chinafrique ». Pékin change progressivement de paradigme et aspire à renouveler et à diversifier sa relation avec l'Afrique. Avec une classe moyenne estimée par la Banque Africaine de Développement (BAD) à 350 millions de consommateurs, le continent représente un réservoir de matières premières et de ressources énergétiques qu'il convient de sécuriser mais également un marché significatif pour les entreprises publiques et privées chinoises. Ainsi, tout en diversifiant son approvisionnement en matières premières stratégiques, **la Chine ambitionne d'ériger l'Afrique en plateforme de production de produits vers l'Europe et dans une moindre mesure vers les Amériques** : « la banque mondiale évalue à 86 millions le nombre d'emplois qui pourraient être ainsi créés par les entreprises chinoises en Afrique, dont une grande partie sera occupée par des Chinois »¹².

Certaines sources évoquent la possibilité de conférer au projet BRI, suivant une logique horizontale, une dimension continentale via une route de la Soie terrestre dite « sahélienne » visant à connecter l'Afrique de l'Est, plus précisément l'Éthiopie, au Nigéria et à l'Afrique de l'Ouest. Le trajet le plus court initialement prévu consistait à construire des infrastructures passant par le Soudan du Sud, la République Centrafricaine (RCA), le Cameroun (région du Lac Tchad) pour rejoindre le Nigéria. La déstabilisation du Soudan du Sud et de la RCA entrave durablement ce projet. L'implication croissante de la Chine en RCA s'opérant en complément ou en synergie avec l'action russe, pourrait constituer une tentative de surmonter cet obstacle.



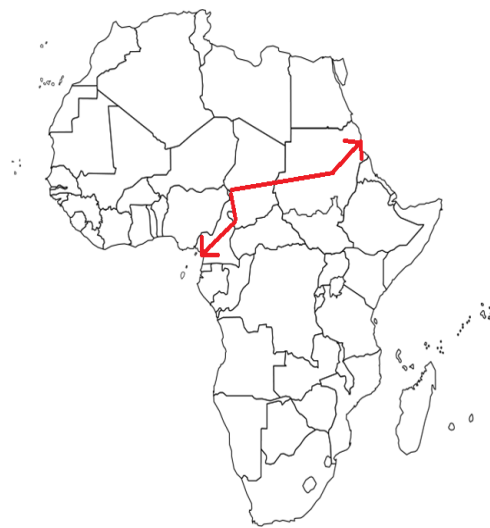
13

L'exacerbation de la menace incarnée par Boko Haram et la déstabilisation du Darfour ont été perçues par la Chine comme des manœuvres dilatoires pilotées par les puissances occidentales afin de bloquer cette

¹² « Ces marques chinoises qui débarquent en Afrique », Sébastien Le Belzic, Le Monde, 22 janvier 2018, consultable au lien suivant : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/22/ces-marques-chinoises-qui-debarquent-en-afrique_5245298_3212.html

¹³ « La guerre hybride peut causer des ravages à travers l'Afrique de l'Ouest : la route de la Soie au Sahel », Andrew Korybko, Oriental Review, 17 mars 2017, Mondialisation.ca, consultable au lien suivant : <https://www.mondialisation.ca/la-guerre-hybride-peut-causer-des-ravages-a-travers-lafrique-de-louest-la-route-de-la-soie-au-sahel/5585962>

initiative d'envergure. Pragmatique, **Pékin contourne les obstacles et conceptualise un trajet alternatif reliant Port-Soudan sur la mer Rouge à Douala au Cameroun en passant par le Tchad (projet CTS¹⁴)** : « les Chinois semblent maintenant vouloir relier Port Soudan au port de Douala au Cameroun sur l'Atlantique au moyen d'un futur chemin de fer au Tchad. Il a été annoncé, à l'été 2014, que la Chine fournirait un financement de 2 milliards de dollars pour cette entreprise mais, depuis lors, très peu d'informations ont filtré sur ce projet »¹⁵. Parallèlement, pour un montant prévu de 11 milliards de dollars, Pékin ambitionne de construire trois routes de la Soie nigérianes, dont la principale reliant Lagos à Calabar le long de la côte atlantique. Moyennant une jonction entre Calabar et Douala, le Nigéria serait ainsi connecté à la route sahélienne CTS. Dans le cadre de cette manœuvre, le Tchad occupe une position centrale d'Etat pivot. Le verrou tchadien, à la croisée des ambitions des puissances occidentales au Sahel et de la Chine et dans une moindre mesure de la Russie se positionnant en RCA et au Soudan, se retrouve dans une situation délicate, exposé à des tensions ethniques, politiques et économiques intérieures. Il se voit ciblé.



16

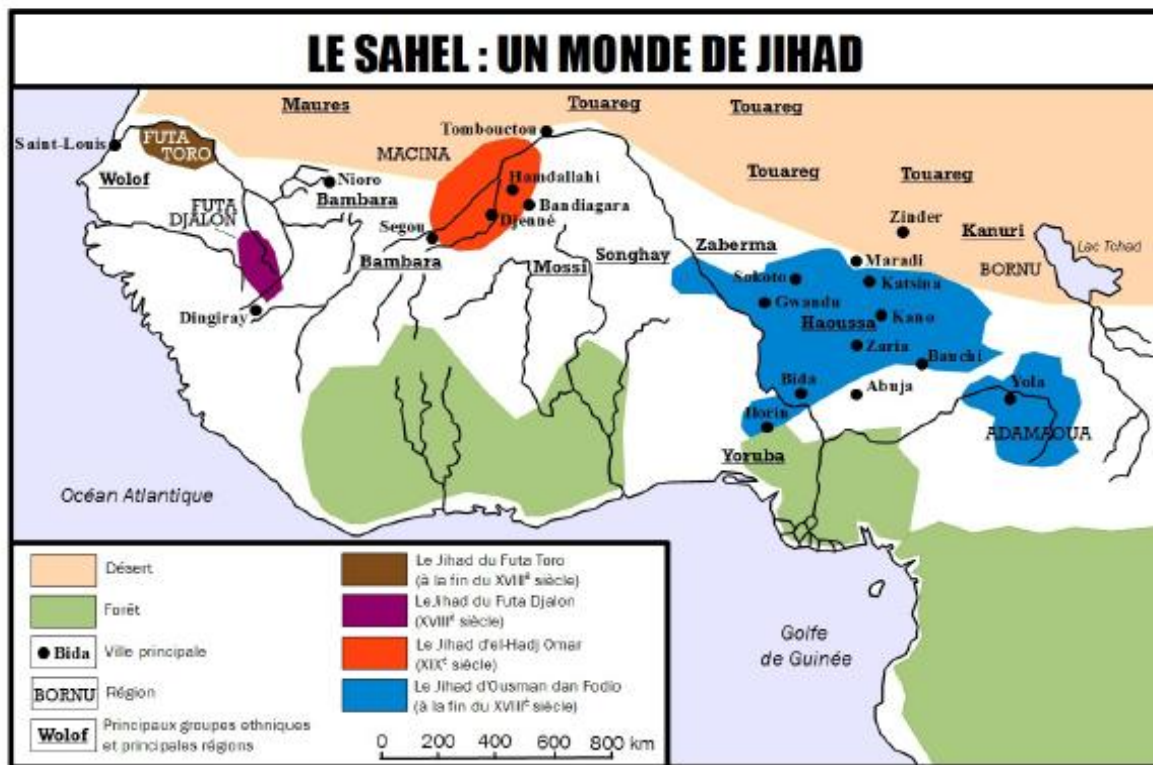
A moyen terme, si cette voie sahélienne se matérialise, elle sera certainement connectée aux infrastructures d'Afrique de l'Est. La Tunisie pourrait d'ores et déjà, via un partenariat avec une Libye reconstruite, explorer la possibilité et les divers scénarios lui permettant de se connecter à cette voie horizontale en rejoignant N'Djamena au Tchad.

Enfin, selon des lignes historiques, nous assistons à une nouvelle poussée de l'Islam radical s'opposant à la domination occidentale dans la droite ligne des anciens empires musulmans du XIX^{ème} siècle tels que l'empire Toucouleur ou l'empire de Sokoto. Ainsi, derrière l'émergence de certains groupes terroristes se cacheraient la volonté de certaines puissances musulmanes de favoriser la reconstruction des anciens Etats historiques pré-coloniaux dominés par l'islam. Dans une vidéo rendue publique le 9 novembre 2018, trois chefs jihadistes du Mali défient l'ensemble des forces et dispositifs militaires quadrillant le territoire malien en se réunissant en un même lieu pour diffuser leur message. Outre Iyad Ag Ghaly dont le leadership est reconnu et l'algérien Djamel Okacha, Amadou Koufa, s'exprimant en langue peule, appelle cette ethnie à rejoindre le djihad et à cibler les sept Etats qu'ils couvrent suivant leur répartition géographique. Nous sommes là dans la manipulation des imaginaires et de la mémoire collective des peuples et dans la tentative de réanimation des grands djihads peuls du XIX^{ème} siècle.

¹⁴Projet Cameroun-Tchad-Soudan.

¹⁵« La guerre hybride peut causer des ravages à travers l'Afrique de l'Ouest : la route de la Soie au Sahel », Andrew Korybko, Oriental Review, 17 mars 2017, Mondialisation.ca, consultable au lien suivant : <https://www.mondialisation.ca/la-guerre-hybride-peut-causer-des-ravages-a-travers-lafrique-de-louest-la-route-de-la-soie-au-sahel/5585962>

¹⁶*Ibid.*



Cette expansion de l'islam jihadiste en Afrique et au Sahel s'inscrit dans le cadre d'une compétition confuse où se mêlent tout autant la volonté de fortifier la foi islamique, l'intention charitable et des calculs de rivalité et d'hégémonie propres à la sphère des Etats islamiques. Plus précisément, les pays du Golfe et le Pakistan poursuivent un double objectif :

- Contre l'influence croissante de la puissance chiite iranienne rivale s'appuyant sur une importante diaspora, notamment libanaise ;
- S'opposer à la pénétration des Occidentaux et relativiser la percée des thèses véhiculées par les évangélistes dans la région.

Du fait de ces interférences, la communauté islamique africaine est devenue un terreau du jihad et est entrée avec fracas sur la scène politique, contribuant à déstabiliser les Etats et les sociétés islamiques traditionnelles. En ce sens, superposer une carte des richesses, de la pénétration du wahhabisme et des foyers de tensions est riche d'enseignements.

En définitive, les puissances occidentales poursuivent plusieurs objectifs :

- Sécuriser l'espace sahélien et profiter de la menace terroriste et criminelle pour revenir en force ;
- Eviter l'embrassement généralisé de la région tout en tolérant une insécurité circonscrite justifiant leur pénétration militaire et économique sur le long terme (bases militaires permanentes) ;
- Contrôler les richesses énergétiques et minérales ;

- **Neutraliser les ambitions hégémoniques algériennes inconciliables avec ces objectifs sur le long terme. Si, à ce stade, la stratégie algérienne de lutte contre le terrorisme est valorisée, la manœuvre est conjoncturelle et de court terme ;**
- **Entraver le retour des puissances islamiques (Pakistan et pays du Golfe hormis Qatar) ;**
- **Evincer les puissances rivales (Chine, Russie, Inde, Brésil, Turquie, Iran, etc.).**

La guerre de Libye, éliminant l'imprévisible Kadhafi, fut l'étape liminaire permettant la pénétration vers les profondeurs sahéliennes. La disparition du guide libyen a ouvert la voie à la reconfiguration du théâtre sahélo-maghrébin et au contrôle des grandes Majors sur les gisements pétroliers et gaziers.

6. Un nouvel ordre sahélien en gestation : quels fondements ?

Le pacte post-colonial a épuisé ses vertus. Un nouveau Sahel se cherche et il convient de favoriser cette nouvelle réalité au moyen d'un règlement politique fondé sur le consensus et non sur la force. Une plus grande flexibilité politique au Sahel dicte également une plus grande flexibilité plus au nord, dans le Grand Maghreb. Les cartes vont être rebattues !

En ce sens, nous privilégions la solution sahélienne, et là, le concept d'océan sahélien prend tout son sens. Partons du principe qu'aucune solution durable ne prévaudra si les riverains de l'océan sahélien sont en conflit entre eux. Dans ce contexte, il convient de mettre en avant un consensus favorisant le règlement des différends entre Sahéliens. Dans ce cadre, l'organisation d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de l'océan sahélien et associant les Touaregs, doit privilégier la négociation sur de bonnes bases et permettre d'élaborer une solution politique. **La Tunisie, puissance d'équilibre, pourrait en formuler la proposition et l'héberger. Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination afin de dissiper des stratégies qui, pour le moment, ne convergent pas. Bien au contraire, elles se croisent, voire se neutralisent au nom de calculs étroits.** Il en va de même relativement au développement des pays du Sahel car, sans développement, aucune paix durable n'est envisageable.

Le retour au *statu quo ante* n'étant plus concevable, il conviendrait d'initier une réflexion autour d'un nouveau concept de l'Etat associant les intérêts des uns et des autres par des procédures non contraignantes admises par tous. L'Etat centralisé et la domination des ethnies du sud ne peuvent plus subsister tels quels. La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national touareg. Se pose ainsi la question d'arbitrages douloureux mais vitaux quant à l'avenir de cette nation, héritière des grands empires sahéliens.

L'Afrique doit se réapproprier sa propre destinée. Comme le souligne Edem Kodjo¹⁷, « *la vraie problématique qui se cache derrière la crise malienne, personne n'en parle ; c'est celle des Etats unitaires précaires et fragiles que nous sommes sur le continent. L'Afrique doit, à tête froide, commencer à regarder cette vérité en face* »¹⁸. **Le Mali post-indépendant s'est effondré en quelques semaines, révélant l'ampleur des fractures et des vulnérabilités sous-jacentes et posant la problématique de la genèse des Etats africains et de l'ordre post colonial ayant épuisé ses vertus.**

¹⁷Ancien Secrétaire Général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Président de la Fondation Pax Africana.

¹⁸EdemGadegbeku, « Le fédéralisme, remède aux épineuses questions africaines », *Le Magazine de l'Afrique*, n°31, Mars-Avril 2013, p.33.

Par ailleurs, la dynamique en cours dicte une restructuration de l'ordre régional impactant l'équilibre maghrébin lui-même en voie de redéfinition. Les Etats sahéliens, à l'instar de la Libye, doivent consolider l'Etat central, développer l'économie et promouvoir une sécurité collective. Sur cette base, il convient de renforcer les Etats dans la mesure où une plus grande balkanisation multipliant des Etats fantoches incapables d'assumer leurs obligations de souveraineté ne ferait que perpétuer le désordre régional. En contrepartie, les Etats doivent admettre une large autonomie au bénéfice des communautés qui sont autant de composantes de l'Etat.

Le détricotage de la région ne serait profitable à personne sur le long terme. Séparatismes touareg, sahraoui et autres ne sont qu'une manifestation de la crise de l'ordre post colonial qui a atteint ses limites. L'Afrique doit former un concept de règlement constitutionnel à l'échelle africaine : **reconnaître l'autonomie de ces provinces dans le cadre de la souveraineté nationale**. Aymeric Chauprade plaide en ce sens : « *le pragmatisme dicte la consolidation des États tels qu'ils existent aujourd'hui. Nous avons besoin de consolider les souverainetés du Maroc, du Mali, du Niger, de l'Algérie et de la Libye, et nous pouvons le faire en aménageant des autonomies pour les sahraouis comme pour les touarègues, l'avenir étant l'autonomie dans la souveraineté et non l'émiettement et l'affaiblissement des États. D'ailleurs, nos amis espagnols menacés par le séparatisme catalan ne commencent-ils pas à s'en rendre compte ?* »¹⁹. Or, jusqu'à présent, le continent reste captif d'un concept déphasé, celui de l'Etat national centralisé niant la réalité historique des nations pré-coloniales. Il incombe impérativement à l'Union Africaine d'encadrer cette évolution et de favoriser l'émergence d'un consensus sur cette problématique. **Faute de quoi, c'est la voie ouverte, à travers la militarisation croissante et l'ingérence étrangère, à une recolonisation ne disant pas son nom.**

Il est temps d'aller vers **la régionalisation bien comprise et le respect des ensembles homogènes sur la base des nations historiques ayant précédé le découpage colonial**. Sans innover, sans s'interroger sur des formes plus souples de territorialité transcendant les lignes de fracture et les clivages du passé, le problème touareg et d'autres ne pourront pas être surmontés sur le long terme. **Une nouvelle philosophie de l'Afrique s'impose !**

La Tunisie, afin de favoriser l'émergence d'une **communauté de destin saharienne**, pourrait œuvrer à apporter des réponses collectives et concertées aux problématiques suivantes :

- **La sécurité humaine** en s'attelant à l'adoption de mesures urgentes visant à satisfaire les besoins vitaux des populations. A ce titre, il serait conceptuellement possible d'envisager la création **d'un fond axé sur le développement économique, social et humain et basé sur les contributions des Etats pétroliers** (Algérie, Libye, Nigéria et fonds islamiques) et des **acteurs extérieurs concernés par la valorisation des ressources de la région** (Pêche, pétrole, gaz, uranium, or, minerais divers, terres rares, etc.). Dans le même esprit, **un Conseil de Développement régional** en mesure de veiller à l'application dans l'espace saharien des techniques modernes du développement de l'habitat, de l'énergie, des ressources agricoles et hydrauliques devrait prévaloir. **L'industrialisation du Sahel est une priorité**. A titre illustratif, la chute des prix des énergies solaires et éoliennes constitue une opportunité inédite pour le développement économique et social du théâtre sahélien. **Un partenariat triangulaire entre la Tunisie, la Chine, leader dans le photovoltaïque et les pays du Sahel pourrait positionner Tunis en Etat pivot à la croisée de l'Asie, de l'Europe et du Sahel. Il en**

¹⁹, « Discours d'Aymeric Chauprade à la tribune des Nations unies », 8 octobre 2013, <http://www.realpolitik.tv/2013/10/discours-daymeric-chauprade-a-la-tribune-des-nations-unies/>, consulté le 10 octobre 2013.

est de même quant à la recherche et à l'innovation technologique dans le cadre de la révolution numérique et digitale. Encore faut-il élaborer une stratégie à court et à moyen terme tenant compte des besoins élémentaires de ces pays tout en valorisant nos atouts. **Le théâtre sahélien, perçu par divers acteurs en tant que terre d'extraction de ressources naturelles convoitées, doit être valorisé par les pays du Maghreb en tant qu'espace économique sur leur flanc sud à fort potentiel de développement. Le tout militaire a démontré ses limites et il incombe d'innover par des initiatives visant à favoriser le développement économique de l'océan sahélien.** Comme le souligne le président sénégalais Macky Sall lors du cinquième Forum de Dakar sur la paix et la sécurité tenu début novembre 2018, « les 12.000 casques bleus de la Minusma, les 4000 soldats français de Barkhane et l'armée nationale malienne, il n'est pas possible qu'avec tout cela, il continue d'y avoir des forces qui perturbent le Mali ! » ;

- **La sécurité culturelle** afin de promouvoir le vivre ensemble dans le respect des différences et des minorités. **La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national Touareg.** Comme le souligne l'Amiral Dufourcq, « le respect des minorités doit être un principe cardinal ne souffrant aucune exception, de façon à ce que les identités de chacun soient préservées par tous comme un bien commun. **C'est à une nouvelle citoyenneté multiple qu'il faut tendre, une citoyenneté saharienne incluse dans une citoyenneté africaine régionale comme un bien précieux** »²⁰ ;
- **La sécurité politique**, c'est-à-dire **la lutte contre la défaillance politique, économique et sociale des Etats.** Lorsque l'Etat est trop faible, des acteurs malveillants s'engouffrent dans la brèche et se substituent à son autorité ouvrant la voie à une criminalisation galopante des acteurs politiques et économiques. Gilles Yabi souligne : « se résigner à signer l'acte de décès des Etats face à l'adversité équivaudrait à mettre une croix définitive sur l'avenir de la région et de sa jeunesse ». ²¹ Ainsi, l'incapacité des Etats à exercer leur fonction régaliennne sur l'ensemble de leur territoire constitue la problématique centrale alimentant les risques de déstabilisation et de conflits armés. Sans Etat digne de ce nom, le Sahel est potentiellement livré à des forces anarchiques. Cette double défaillance, politique et économique, se répercute sur les fragiles équilibres sociaux. A titre illustratif, le chômage et le manque de perspectives économiques pour la jeunesse sahélienne constituent autant d'éléments l'exposant à l'embrigadement par des criminels et extrémistes islamistes. Cet état de fait dicte la nécessité impérieuse d'une amorce économique donnant de la substance à un discours politique d'optimisme, de renaissance et d'espoir ;
- **La géopolitique du Sahel détermine la définition d'une politique de sécurité commune, la conceptualisation d'un concept de sécurité collective. L'intervention extérieure ne saurait être la règle. La relation de confiance, le sens de la menace commune, l'impératif de stabilité régionale s'imposent entre les Etats riverains de l'océan sahélien.** La mise en place d'un **observatoire des riverains de l'océan sahélien axé sur la prévention et la gestion des conflits** pourrait contribuer à cette orientation. Après la remise à niveau des armées locales, la mise en place d'une force saharienne en attente, apte à intervenir en cas de crise, pourrait constituer les prémices d'une structure de sécurité collective prenant en main le destin de la région. Les Etats riverains doivent prendre en charge leur sécurité. A titre illustratif, **constituer, à l'instar des forces navales en**

²⁰Jean Dufourcq, « Corrélation entre les théâtres sahélien et atlantique », Revue Défense Nationale, Tribune N°325, 5 février 2013, http://www.defnat.com/site_fr/tribune/fs-article.php?ctribune=381, consulté le 7 février 2013.

²¹« Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, on ne bâtira pas des Etats avec des consultants », Gilles Yabi, Tribune Jeune Afrique, 8 novembre 2018, consultable au lien suivant : <https://www.jeuneafrique.com/659975/politique/tribune-au-sahel-et-en-afrique-de-louest-on-ne-batira-pas-des-etats-avec-des-consultants/>

Méditerranée, une force militaire pan-saharienne chargée d'effectuer des patrouilles afin de dissuader les pirates et autres acteurs malveillants et de créer un climat propice à un développement intégré de la région. L'éradication des groupes armés criminels et terroristes est à ce prix. Il s'agit d'aller au-delà de la FC-G5 Sahel trop marqué par un tropisme français et limité, à ce stade, aux actions transfrontalières. **Conçue comme une force de réaction rapide, cette force prépositionnée serait dotée d'équipements modernes pouvant être octroyés par les grandes puissances et mobilisable rapidement sur la base d'un dispositif politique intégré.** Le dispositif pourrait être complété par un PC et un centre de prévention et de gestion des conflits dotés d'un *Early Warning System*. Parallèlement, le déploiement d'un groupe naval multinational sous l'égide des Nations unies permettrait d'endiguer la montée en puissance de la piraterie au large du golfe de Guinée et de neutraliser les routes aériennes et maritimes empruntées par les narcotrafiquants latino-américains. Il s'agit de cerner et de contrôler l'axe des trafics remontant du golfe de Guinée (la côte atlantique) vers le Maghreb et l'Europe en traversant la bande sahélo-saharienne. La sécurité reste la condition première de toute dynamique de développement économique, sociétal et humain ;

- **La percée de l'islam radical** : cet aspect de la réalité sahélienne doit être abordé avec prudence et fermeté à l'échelle des Etats mais aussi, à l'échelle collective, dans un cadre arabo africain tel que l'OCI. Il est clair que la responsabilité des pays arabes est fondamentale dans l'effort de redressement des déviations de doctrine qui aliènent la religion de l'islam. Cette dimension est primordiale dans la stratégie d'endiguement et de répression des groupes activistes extrémistes qui, sous couvert de charia, poursuivent des fins politiques d'intimidation et de terreur. Ensemble, riverains de l'océan sahélien, nous souffrons tous des violences qui accablent Dar al-Islam. **Comment s'explique, dans nos sociétés, l'expansion de l'appel islamiste et jihadiste ? En réalité, ce phénomène s'est fixé comme un parasite sur un sujet malade. L'Etat morbide entretient et fortifie le parasite qui aurait été éliminé par un sujet sain, mais qui est difficilement rejetable par un sujet faible et qui s'affaiblit à mesure qu'il est miné. Contrairement à l'Etat démocratique, l'Etat malade offre au parasite le terrain propice pour s'enraciner et pour proliférer à ses dépens.**

Dès lors, il convient de ne pas se tromper de combat : **la priorité est de redresser l'Etat pour mieux vaincre le parasite et l'exorciser.** Le précédent algérien est significatif : l'islamisme s'est d'abord fixé en terrain propice ; dans un deuxième temps, il est combattu à mort, sans pour autant redresser ni assainir l'Etat qui en est porteur. La simple éradication est vaine, c'est la lutte indéfiniment recommencée. A titre illustratif, l'Etat tunisien a développé des atouts plus adéquats parce qu'il a réalisé des réformes fondamentales et qu'il a formé des forces de rejet, des anticorps en mesure de vaincre le parasite. Certes, il n'était pas allé jusqu'au bout des réformes : affaibli, il s'était finalement prêté à l'invasion de l'islamisme. Il est cependant mieux armé pour vaincre l'islamisme. Sans l'intervention militaire française, l'Etat malien aurait succombé à l'offensive armée des trois groupes islamistes armés. Il en est de même pour les autres Etats sahéliens. **La vraie réponse est l'institution de l'Etat démocratique fondé sur l'égalité et le respect des droits. C'est la cause première de la Révolution.**

Il convient également, en s'inspirant des pratiques anciennes faisant toute la singularité de la région, de promouvoir un « **Conseil des Sages** », « **tiers bienveillant imprégné des réalités du terrain** » en mesure de jouer le rôle de médiateur et de facilitateur par l'apaisement des tensions et la quête d'un consensus privilégiant le règlement des différends entre Sahéliens au sein d'un **Conseil des riverains du Sahel**. **Le retour au réel est aujourd'hui une nécessité.** Comme le souligne Bernard Lugan, « **au Sahel,**

comme en Somalie ou en Ethiopie et partout ailleurs en Afrique, la solution passe par un urgent retour au réel géographique et ethno-historique redonnant toute leur place aux ethnies »²². Abondant en sens, Cheikh Hamidou Kane écrit : « L'Afrique, comme disait Ki-Zerbo, a été victime d'une dépossession de son espace – ses empires ont été dépecés en une cinquantaine de territoires, au profit des colonisateurs. **L'Afrique n'existe plus. Elle a perdu son initiative politique et son identité endogène.** La législation, l'organisation sociale et familiale sont calquées sur celles de l'Occident. **Il faut donc que l'Afrique redevienne elle-même en se basant sur les structures antérieures à la colonisation.** A titre illustratif, la charte du Mandé, élaborée en 1236 dans l'empire du Mali, peut redéfinir notre organisation et nos institutions. Elle régit les relations familiales, prône les valeurs de respect, de solidarité et permet la diversité. Il existait une vraie citoyenneté ouest-africaine dans l'empire du Mali. Les habitants pouvaient circuler d'un endroit à un autre en changeant de patronyme. Cela permettait une coexistence harmonieuse entre les communautés. Nous pouvons reprendre ce modèle, pas besoin de chercher ailleurs »²³.

Par ailleurs, afin de surmonter les tensions entre national et transversal, entre centre et périphéries, entre riverains et sahariens, entre nomades et sédentaires, il conviendrait de se **référer aux règles du droit maritime tout en les adaptant aux spécificités de l'océan sahélien.** Comme le souligne l'Amiral Jean Dufourcq, « *de nouvelles formules sont aujourd'hui nécessaires que le droit maritime pourrait inspirer (pendants à la mer territoriale, aux zones économiques exclusives, les ZEE, le transit inoffensif, la solidarité dans la sauvegarde, la lutte collective contre la piraterie, les trafics humains, etc.)* »²⁴.

Le cadre de règlement doit assurer la cohérence des initiatives destinées à la stabilisation et à la restructuration de la région. Il s'agit d'esquisser la vision d'un avenir commun basé sur un **Partenariat stratégique entre Méditerranée, Maghreb et Sahel : tel est le véritable chantier de l'avenir ! Les riverains de l'océan sahélien (incluant l'ensemble des Etats du Maghreb) doivent admettre que les enjeux qui secouent leur région appellent plus qu'une convergence, une unité d'action et une unité de civilisation.**

L'espace sahélien ne doit pas être livré aux initiatives individuelles de tel ou tel pays que ce soit l'Algérie, le Maroc, la France ou les Etats-Unis qui ne manquent pas d'instrumentaliser leur engagement au service de leurs intérêts stratégiques propres. **La Tunisie, compte tenu de son image très positive dénuée de toute suspicion, gagne à faire prévaloir une démarche multilatérale et des institutions multilatérales auto-centrées (le commandement doit incomber aux pays du Sahel).** En effet, le caractère transnational des menaces projetées place le théâtre sahélien « comme partie intégrante d'un champ de confrontation globale » et dicte la mise en place d'une coopération régionale et internationale soutenue et convergente afin de produire des réponses proportionnées et collectivement maîtrisées. **Le G5 sahélien créé le 16 février 2014 à Nouakchott associant la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso constitue un pas important mais encore insuffisant. Cette coopération inter-sahélienne doit aller de pair, à l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, avec la mise en place d'un 5+5 sahélo-maghrébin associant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal (G5 sahélien élargi). Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et le Sahel africain. Cette initiative dite « 5+5+5 » pourrait être portée par les autorités tunisiennes et ériger la Tunisie en Etat pivot de ces trois espaces en miroir.**

²²Voir article Bernard Lugan, <http://fr.mg41.mail.yahoo.com/neo/launch#/minty/page/inbox>, 5 septembre 2012, consulté le 6 septembre 2012.

²³ « Cheikh Hamidou Kane : l'Afrique n'existe plus, elle a été dépossédée de son espace », propos recueillis par Coumba Kane, Le Monde, 31 août 2018, consultable au lien suivant : https://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2018/08/31/cheikh-hamidou-kane-l-afrique-n-existe-plus-elle-a-ete-depossedee-de-son-espace_5348682_3212.html

²⁴ Communication de l'Amiral Jean Dufourcq, « Quelle sécurité durable pour l'espace saharo-sahélien ? », Bamako, 16 février 2013.

7. Orientations stratégiques pour la Tunisie

Au niveau stratégique :

- **Partons du principe qu'aucune solution durable ne prévaudra si les riverains de l'océan sahélien sont en conflit entre eux. Dans ce contexte, il convient de mettre en avant un consensus favorisant le règlement des différends entre Sahéliens. Dans ce cadre, l'organisation d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de l'océan sahélien et associant les Touaregs, doit privilégier la négociation sur de bonnes bases et permettre d'élaborer une solution politique. La Tunisie, puissance d'équilibre, pourrait en formuler la proposition et l'héberger. Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination afin de dissiper des stratégies qui, pour le moment, ne convergent pas. Bien au contraire, elles se croisent, voire se neutralisent au nom de calculs étroits.**

La sécurité de la Tunisie et son essor économique sont intimement liés à l'évolution de la scène maghrébine et à l'édification du Grand Maghreb. Les initiatives passées ayant toutes buté sur la complexité du théâtre, la Tunisie doit faire preuve d'audace et porter cette ambition. « Il s'agit de l'ériger en priorité nationale. **Afin de surmonter les rivalités, Tunis pourrait lancer une initiative visant à promouvoir, sans parti pris, une collégialité stratégique jetant les bases d'un Maghreb équilibré. Le dénominateur commun doit être d'abaisser le niveau des tensions régionales.** Dans un contexte marqué par la vulnérabilité croissante de l'ensemble des pays maghrébins, il s'agit, pour la Tunisie, d'amener les autres pays, via une diplomatie plus active, à jeter les bases d'une entente régionale pragmatique, visible et manifeste aux yeux de l'Occident, de l'Afrique et des pays asiatiques. Ce Maghreb devra assumer sa sécurité et se prendre en charge afin de répondre collégalement aux défis et aux menaces et entraver les ingérences étrangères risquant de le déposséder des clefs de son avenir. Trois dossiers prioritaires devront sceller cette collégialité maghrébine : le règlement de la question libyenne ; une convergence de vue et d'action sur les problématiques caractérisant la scène sahélienne et l'élaboration d'une stratégie commune de gestion du retour des « foreign fighters » et de prévention de la radicalisation des jeunes »²⁵ ;

- Le caractère transnational des menaces projetées place le théâtre sahélien « comme partie intégrante d'un champ de confrontation globale » et dicte la mise en place d'une coopération régionale et internationale soutenue et convergente afin de produire des réponses proportionnées et collectivement maîtrisées. **Le G5 sahélien créé le 16 février 2014 à Nouakchott associant la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso constitue un pas important mais encore insuffisant. Cette coopération inter-sahélienne doit aller de pair, à l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, avec la mise en place d'un 5+5 sahélo-maghrébin associant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal (G5 sahélien élargi). Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et le Sahel africain. Cette initiative dite « 5+5+5 » pourrait être portée par les autorités tunisiennes et ériger la Tunisie en Etat pivot de ces trois espaces en miroir ;**
- **Œuvrer sur le plan économique à favoriser une industrialisation du Sahel indispensable au développement économique de ces pays. Les échanges universitaires, l'envoi d'ingénieurs**

²⁵ Pour de plus amples détails, consulter l'Etude « La Tunisie en 2025 », ITES, janvier 2017 consultable au lien suivant : <http://www.ites.tn/la-tunisie-en-2025/>

qualifiés, une coopération renforcée dans le domaine des énergies renouvelables, de la santé, de l'agriculture en milieu désertique et de la lutte contre la désertification, l'économie d'eau, la réexploitation des eaux usées, etc. pourraient constituer des pistes préliminaires.

De manière plus ciblée, quelques recommandations peuvent être esquissées :

- Scolarisation et formation ;
- Assistance à la mise en place d'une administration efficace ;
- Programme de formation de militaires et de policiers ;
- Assistance médicale ;
- Accueil d'étudiants en provenance des pays sahéliens ;
- Mobilisation des ressources en eau et valorisation de l'énergie solaire : des politiques transversales peuvent être établies entre les pays sahéliens et les pays du Maghreb afin de créer des synergies porteuses ;
- Positionnement de la Tunisie au cœur de relations triangulaires avec la Chine ou l'Allemagne quant à la valorisation de l'énergie solaire et éolienne ;
- Création en Tunisie en partenariat avec la Chine, la Corée du Sud, certains pays européens, etc. d'incubateurs de start-ups s'inscrivant dans l'économie numérique et digitale et tournés vers les pays du Sahel ;
- Stratégie de lutte contre la désertification (pistes agricoles, électrification rurale, réseaux d'eau potable, etc.) ;
- **Consolider la présence diplomatique tunisienne dans la région afin de « diffuser » le modèle tunisien de paix par le développement ;**
- **Offrir un débouché maritime (voie de désenclavement)** en développant les réseaux de transport pour ces pays qui sont un réservoir de matières premières, notamment le coton, le cuir, les minerais, le potentiel agricole, le futur potentiel en eau, etc. Il incombe à la Tunisie de valoriser ses infrastructures portuaires et terrestres en ce sens ;
- **Militer au sein des Organisations Internationales en faveur d'un réel soutien financier** aux pays sahéliens (éviter le désintéressement lors de la terrible famine de l'été 2005 au Niger). En ce sens, **proposer**, en étroite collaboration avec les pays du Maghreb et avec le soutien des grandes puissances, **une espèce de « plan Marshall » pour le développement économique** des Etats sahéliens (seule véritable stratégie de lutte contre l'émigration, l'enracinement de foyers islamistes ou terroristes, etc.) ;
- **S'impliquer dans des opérations de maintien de la paix** sous l'égide des Nations Unies ou de l'UA témoignant ainsi de son engagement politique en faveur d'une stabilisation de cet espace. Une implication plus prononcée de la Tunisie capitaliserait (valoriserait) le potentiel de sympathie et de

neutralité dont bénéficie la Tunisie tout en alimentant son expérience au combat en milieu asymétrique et désertique ;

- **Valoriser son rôle dans la stratégie sécuritaire européenne et américaine** à l'égard du champ sahélien : gain en termes d'image à travers des axes de coopération triangulaire ;
- Souligner « l'africanité » de la Tunisie à travers **sa position de plaque tournante** entre les différentes aires politiques, économiques et culturelles régionales ;
- **Développer une politique pragmatique de médiation des conflits** propice à apaiser le champ sahélien, la Tunisie jouissant d'une image très positive (se démarquant de l'Algérie, du Maroc et de la Libye) : organisation d'une conférence de la paix afin de transcender les différends, notamment sur les dossiers chauds du Mali et le conflit touareg qui risque de s'envenimer suite à la récente détérioration de la situation sur le terrain (multiplication des affrontements armés) ;
- **Contribuer à l'accroissement des échanges commerciaux entre la Tunisie et les pays du Sahel par le développement d'une diplomatie économique tunisienne** : accords commerciaux bilatéraux, aides aux entrepreneurs tunisiens désireux de créer des liens commerciaux, notamment à travers le CEPEX, etc. Cette politique participerait à la diversification des relations économiques tunisiennes ;
- Création de commissions mixtes, envoi de missions commerciales, organisation de foires et d'expositions de vente, etc.

Tunis, le 23 Novembre 2018

Mehdi Taje, Géopoliticien et prospectiviste, Directeur de Global Prospect Intelligence